



La contribution de seize *think tanks* européens aux présidences polonaise, danoise et chypriote de l'Union Européenne

15 juin – Egmont II – Bruxelles



La troisième édition du rapport du *Think Global – Act European* (TGAE) a été mis en ligne sur : www.notre-europe.eu/en/tgae, et présenté à Bruxelles lors d'une grande conférence internationale organisée le 15 juin 2011 . Ce rapport a amené plus de 70 chercheurs de 16 *think tanks* européens à proposer une vision pan-européenne des principaux enjeux des 18 prochains mois dans les domaines économique, financier, environnemental, migratoire, diplomatique et militaire.

Pour la sortie de ce rapport, Notre Europe, les autres membres du comité éditorial (demosEUROPA, l'Institut danois d'études internationales - DIIS, et le Centre chypriote pour les affaires européennes et internationales - CCEIA), ainsi que les douze *think tanks* participants ont tous pris part à une conférence organisée en partenariat avec Egmont, à Egmont II. La conférence a été inaugurée par le président de Notre Europe, António Vitorino, et comportait deux panels. Le premier était intitulé « Les règles du Traité de Lisbonne en temps de crise : *stress test* pour la gouvernance européenne – La vision des présidences tournantes » et le second abordait le thème des « Perspectives de croissance pour l'Europe et ce que cela implique pour les politiques de l'UE ». Parmi les intervenants, se trouvaient des personnalités telles que Pierre Vimont, Jan Tombinski, Claus Grube, Nicholas Emiliou, Pervenche Berès, Michael Clauß and Pierre Delsaux (voir le programme – annexe 1). **Cette synthèse présente les grandes lignes des interventions et des discussions de cette conférence.**

REMARQUES PRÉLIMINAIRES DE NOTRE EUROPE

Le président de Notre Europe, **António Vitorino**, a inauguré l'événement en paraphrasant Mark Twain. « La nouvelle de la mort des présidences tournantes était très exagérée », a-t-il dit. Selon Vitorino, les présidences tournantes font « avancer la machine », promeuvent l'UE au niveau national et apportent une variété d'idées à l'UE. Cela ne signifie pas pour autant, selon Vitorino, que le modèle actuel soit parfait. Il a par exemple fait remarquer que la relation présidence du Trio / présidence du Conseil européen pourrait être améliorée, tout comme pourrait l'être la définition du rôle du Trio dans le domaine des affaires étrangères.

Elvire Fabry, chercheur senior à Notre Europe et responsable de cette troisième édition du rapport *Think Global-Act European* (TGAE), a ajouté que le Trio des présidences de l'Union européenne avait un rôle essentiel à jouer pour permettre à l'UE de se positionner comme acteur mondial, mais également un rôle de « leader administratif » au sein de l'UE. Fabry a aussi noté que, de façon générale, le Trio était essentiel au maintien de l'équilibre institutionnel de l'UE. Fabry a ensuite présenté les douze recommandations clés du rapport, qui se répartissent en quatre grandes catégories : « L'achèvement du marché unique », « Au-delà des réformes actuelles de la gouvernance économique européenne », « La réforme budgétaire de l'UE » et « L'UE, un acteur mondial » (voir annexe 2 pour un bref résumé et le rapport du TGAE pour plus de détails).

PREMIERE TABLE RONDE

LES REGLES DU TRAITE DE LISBONNE EN TEMPS DE CRISE : *STRESS TEST* POUR LA GOUVERNANCE EUROPEENNE

Le premier panel a été présidé par le **Baron Philippe de Schoutheere**, membre du Conseil d'administration d'Egmont.

Le premier intervenant, **Jan Tombinski**, représentant permanent de la Pologne auprès de l'UE, a affirmé que bien que la présidence polonaise ait commencé à préparer sa présidence il y a deux ans de cela, l'agenda qu'elle avait établi sera vraisemblablement remplacé par un « agenda imposé », afin de répondre aux besoins d'une vie politique européenne en constante évolution. Néanmoins, le plus gros problème à gérer aujourd'hui, selon Tombinski, c'est la question des finances publiques ; une question qui aura, à son avis, un impact sur les autres politiques. Pour Tombinski, les finances publiques vont jusqu'à affecter la confiance mutuelle entre les États membres. Tombinski a ensuite estimé que le « printemps arabe » serait le deuxième grand défi de l'UE ; un défi qui devra être traité par les ministères de chacun des États membres. Tombinski a souligné l'importance qu'il y avait de *ne pas* traiter les États arabes comme des blocs homogènes et interchangeable. Ces pays possèdent chacun leur propre histoire, culture, structures internes, etc. « Et nous devons reconnaître qu'il s'agit de sujets, et non d'objets ». Néanmoins, Tombinski a également noté que les États du sud sont *des voisins de l'UE*, alors que les États de l'est sont *des voisins européens*. Pour Tombinski, le troisième grand projet du Trio consistera à couvrir les affaires institutionnelles, en particulier à mettre en œuvre le Traité de Lisbonne et à communiquer de façon efficace sur les questions touchant au cadre financier pluriannuel (CFP), notamment en matière de règles logistiques et de conditions de financement de l'UE.

Le deuxième intervenant, **Claus Grube**, Secrétaire permanent de l'État au ministère danois des Affaires étrangères, a fait remarquer que l'UE et ses dirigeants ne doivent pas oublier que « beaucoup de chemin a déjà été parcouru » en dix ans. Selon Grube, le ministère danois espère inspirer plus de confiance à l'UE et souhaite que cette dernière ait plus confiance en elle. Sur le thème du « leadership administratif », Grube affirme que la présidence danoise espère faire montre d'autorité politique, au nom du Conseil des ministres. Grube a mentionné que le gouvernement danois a été très impressionné par la mise en place du programme du Trio. Il a ajouté : « Bien sûr, nous avons nos divergences – ce n'est un secret pour personne – mais ce qui est remarquable, c'est que trois pays de l'UE aussi différents aient pu parvenir à un accord sur un programme commun. [...] Je dois dire que ça s'est beaucoup mieux passé que je ne l'aurais pensé au début ».

Grube a fait remarquer que le travail de coordination du Trio est tout aussi important pour le CFP que pour le marché unique. « Les négociations du CFP seront bien plus complexes qu'en 2005 », ajoute Grube, « parce que nombre d'éléments seront en jeu, tant du côté des revenus que de celui des dépenses. Et c'est aussi un terrain sur lequel le Trio a un rôle très important à jouer, car aucune présidence tournante ne pourra, en six mois, mener les négociations du début à la fin ». Grube a souligné également qu'il restait encore beaucoup de travail à accomplir pour exploiter pleinement le potentiel du marché unique. Pour lui, l'introduction d'une taxe à la veille du vingtième anniversaire du marché unique serait à la fois technique, politique et stratégique. « Il ne faut pas perdre de vue qu'un marché unique en bon ordre de marche est la condition préalable au bon fonctionnement de l'euro et à une zone euro stable, et non pas le contraire », a-t-il dit. « C'est aussi une des conditions préalables pour que l'UE puisse jouer un rôle décisif aux niveaux international et mondial, comme nous le voulons tous. Sans argent, il n'est pas possible de s'impliquer sérieusement dans les politiques internationales à l'échelle mondiale ».

Le troisième intervenant, **Nicholas Emiliou**, secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères de la République de Chypre, a affirmé que la gestion de l'euro et les frontières de l'UE constituaient actuellement les deux *stress tests* les plus importants de la gouvernance européenne,

nonobstant le fait que d'autres défis moins prévisibles pouvaient encore survenir. « Pour le Trio, il est primordial d'aborder ces questions de manière efficace, dans la mesure où il s'agit là de questions qui concernent quasiment tous les États membres et, pour ainsi dire, chaque citoyen », a-t-il affirmé. « Soyons réalistes. Dans chaque famille, la façon de dépenser la fortune familiale, mais aussi la question de savoir qui on accepte d'intégrer au sein de cette famille, font partie des facteurs qui déterminent si l'on peut ou non continuer à fonctionner en tant que famille ».

En ce qui concerne l'euro, Emiliou a déterminé trois phases dont devra tenir compte le prochain Trio. « Nous espérons contribuer aux efforts actuels engagés en matière d'amélioration de la gouvernance économique européenne, en faisant ce qui est nécessaire pour que le Conseil approuve, d'une part, les réformes nécessaires au maintien de la stabilité financière au sein de l'Union, d'autre part, l'environnement macroéconomique et, enfin, pour qu'il donne une impulsion à la croissance à long terme et à la création d'emplois », a affirmé Emiliou. En ce qui concerne les questions migratoires, Emiliou a fait remarquer que la présidence chypriote espérait contribuer à mettre en place un système européen commun d'asile, mais aussi à améliorer la coopération avec les pays d'origine. Il soutient qu'« il est vital de renforcer le dialogue et la coopération avec les pays d'origine et les pays de transit, en ce qui concerne la gestion des flux migratoires, les rapatriements et, en règle générale, les mesures de renforcement des capacités ».

Sur le thème de la mise en œuvre du Traité de Lisbonne, Emiliou abonde dans le sens d'une des contributions du rapport TGAE qui préconise que le rôle du Conseil Affaires générales (CAG) soit renforcé. « Chypre est persuadée du caractère primordial du rôle du CAG », a-t-il affirmé. « Le Traité de Lisbonne octroie au CAG un rôle à la fois politique et de supervision horizontale dans l'architecture de l'Union européenne. Un rôle politique parce que le CAG est tenu, par le Traité, d'assurer la cohésion du travail de configuration du Conseil Affaires étrangères. Ses sessions devraient apporter une valeur ajoutée au Président du Conseil européen et ne peuvent se limiter à la formulation et à la révision des textes, mais devraient devenir le lieu d'un débat politique ».

Le quatrième intervenant, **Pierre Vimont**, secrétaire général exécutif du Service européen d'action extérieure (SEAE), a fait remarquer qu'il figurait comme un intrus au sein du panel, dans la mesure où, avec le Traité de Lisbonne, le SEAE s'est vu octroyer bon nombre des compétences de politique étrangère qui auparavant relevait de la présidence tournante. Cela dit, il a rappelé que le rôle du SEAE est de « faciliter les choses autant que possible ». Vimont a noté que de nombreux chefs d'États non-européens se montrent souvent satisfaits de voir les mêmes représentants de l'UE aux sommets internationaux. Ils sont heureux de « connaître leurs interlocuteurs ».

Toujours selon Vimont, la nouvelle configuration octroie une place à tout le monde. « Aujourd'hui encore, avec ce nouveau dispositif institutionnel, le problème n'est pas qu'il y ait trop de personnes travaillant sur la même chose, mais de ne pas engager les efforts de coordination qui sont nécessaires ». « Je pense que le vrai problème n'est pas que nous nous attelions aux mêmes tâches ; le problème, c'est qu'il y a de nombreuses tâches à effectuer. Si nous sommes d'accord sur ce point, la vraie question que nous devons nous poser est alors très pragmatique : dans la configuration institutionnelle actuelle, avec tout ce qu'elle suppose de points faibles et d'améliorations possibles, où se situent les vrais besoins ? ».

Un des exemples donnés par Vimont, était la nécessité de désigner un représentant spécial pour le sud de la Méditerranée. « Pour l'instant, il nous manque une personne qui ferait figure d'ambassadeur itinérant, d'envoyé spécial, qui pourrait se rendre là-bas, expliquer ce que nous

essayons de faire et les écouter », a-t-il dit. « Je dois insister sur ce dernier point : écouter un peu plus ces pays, car ce qu'ils nous disent bien souvent, c'est qu'ils ont l'impression, comme par le passé, que nous leur faisons la morale, en leur imposant certains des instruments habituels que nous avons institués au cours de ces vingt ou trente dernières années, sans réelle innovation alors que le monde évolue rapidement ».

En ce qui concerne la politique, Vimont ajoute trois commentaires. Tout d'abord, selon lui, toute la crédibilité de la politique étrangère de l'UE dépend de ce qu'il se passe avec l'euro. « Si nous sommes incapables de nous sortir rapidement, durablement et de façon constructive de la crise de l'euro, l'image – c'est-à-dire la crédibilité et l'autorité – de l'ensemble de l'UE s'en verra fortement compromise », a-t-il affirmé.

Vimont pense ensuite que l'ensemble de la communauté internationale – et pas juste l'UE – ne sait comment réagir au « printemps arabe ». En commentaire aux récents événements, il constate : « Regardez Bahreïn, regardez le Yémen, regardez la Syrie – qui a été au centre de notre attention ces derniers jours – regardez comment le Conseil de sécurité s'est efforcé, ces deux ou trois dernières semaines, d'obtenir ne serait-ce qu'un communiqué du président du Conseil de sécurité sur la Syrie et n'a pu l'obtenir car ils n'arrivaient pas à un accord entre eux ».

Enfin, Vimont a fait remarquer que l'une des raisons pour lesquelles la communauté internationale a des difficultés à agir est due à une confusion intellectuelle. « Si l'on ne prend pas soin d'éviter la confusion, d'un point de vue intellectuel, dans les concepts que l'on manipule », a dit Vimont, « on se retrouve très vite coincé et dans une situation compliquée. Les pays occidentaux, qui ont commencé avec beaucoup de bonne volonté, je pense, à protéger la population de Benghazi, se retrouvent à présent dans une position inconfortable, où à peu près tous les pays arabes changent et s'écartent lentement les uns des autres ; où l'Union africaine devient de plus en plus critique ; et où la nécessité de garantir une unité communautaire internationale se révèle, de plus en plus, être la tâche que nous accomplissons ». Dans la mesure où l'UE a des compétences dans ce domaine, Vimont pense que l'Union a un rôle majeur à jouer dans ce sens. « Elle a promu des valeurs qui sont très présentes, qui sont là au cœur de tous ces problèmes auxquels nous faisons face », dit Vimont. « Elle a les moyens – qu'ils soient financiers, politiques, diplomatiques ou autres – de résoudre ces problèmes. Et je pense qu'elle a la capacité, si nous le jouons bien, de dissiper un peu la confusion actuelle ».

Questions des think tanks et réponses des intervenants

Après ces interventions initiales, les chercheurs des think tanks ayant contribué au rapport TGAE ont adressé des questions aux intervenants. La plupart des questions concernaient les affaires institutionnelles, le « printemps arabe », la Politique commune de sécurité et de défense de l'UE et l'espace Schengen. Vimont a notamment fait des commentaires sur les relations entre le Service européen d'action extérieure et la Direction générale en charge de l'élargissement et sur les critères qu'ils utilisent pour se répartir les tâches. « Quand il est question de négociations en vue de l'élargissement, c'est la Direction Générale Élargissement qui s'en charge ; quand il s'agit de négociations entre Belgrade et Pristina, ou de la situation politique en Bosnie, ou quand on se demande que faire après les élections locales en Albanie, nous nous en chargeons », a dit Vimont. « Ce qui compte et ce qui fait que ça ait si bien marché jusqu'ici, c'est que nous avons toujours entretenu d'excellentes relations de travail, au niveau purement administratif, ne serait-ce que parce que bon nombre d'entre nous travaillent dans le même bâtiment, le Charlemagne ».

Tombinski a, quant à lui, apporté une réponse nuancée à cette question. « En ce qui concerne la Politique européenne de voisinage et l'élargissement, la Croatie est un excellent exemple de la façon dont les présidences, en raison de leur propre activité, peuvent constituer un facteur décisif pour mettre fin à un exercice », a-t-il dit. « Deux pays sont encore en attente d'un avis de la part de la Commission pour obtenir le statut de candidat : la Serbie et le Monténégro. Ce serait le signe que l'UE serait prête à s'engager (davantage) dans les Balkans et à surmonter la fatalité des vingt dernières années. Les Balkans constituent encore une plaie ouverte dans le continent européen. Nous sommes très impliqués dans la volonté de collaborer avec tous les acteurs concernés, de façon à débiter les négociations dès que possible après l'attribution du statut de candidat. [...] Nous devons également considérer l'élargissement comme une chance pour l'UE de moderniser ses structures ».

Emiliou a fait remarquer, en ce qui concerne les Balkans occidentaux, que le premier ministre serbe est allé récemment à Nicosie à l'invitation du gouvernement chypriote. Au cours de cette visite, ce dernier a exposé ses priorités concernant la région occidentale des Balkans. Et au fur et à mesure que la présidence chypriote approche, le gouvernement en fera de même avec les autres pays des Balkans occidentaux. Emiliou a tenu à souligner que « l'élargissement est un processus intergouvernemental et chacun des vingt-sept États membres est un acteur de poids dans cet exercice ».

En ce qui concerne l'espace Schengen, Grube a affirmé être surpris par la réaction de certains États membres face à la nouvelle législation du Danemark. Il a fait remarquer que l'UE avait des problèmes bien plus importants à gérer et qu'un tel émoi est le signe du malaise actuel de l'UE et du manque de confiance en soi des européens. « Quant aux autres questions abordées qui sont en lien direct avec ce qu'il se passe au Royaume du Danemark – où rien n'est pourri, je peux vous l'affirmer – cela sera aussi vite réglé, j'en suis convaincu », a dit Grube. Le gouvernement danois a conclu un accord de nature politique pour augmenter notre efficacité aux contrôles des douanes. Cela n'a rien à voir avec les règles de Schengen, tant qu'il est question de passeports et de personnes, ça fait partie du débat sur l'accord, mais ne fait pas partie de l'accord en tant que tel. Et d'ajouter : « Nous sommes en train de créer 98 nouveaux postes d'agents des douanes pour 2014, en plus des 144 actuels, pour couvrir les 25 points frontières vers les autres États membres de l'Union ou les États membres de Schengen, à l'exception du Royaume Uni. Il s'agit non seulement d'une importante augmentation, mais surtout d'une augmentation qui nous était réclamée par certains de nos pays voisins parce qu'ils pensaient que nous n'avions pas un contrôle suffisamment efficace de nos frontières ».

En se penchant sur le « printemps arabe », Vimont a constaté que les trente dernières années d'efforts de l'UE n'ont pas vraiment porté leurs fruits et que, bien qu'il y ait eu de bons programmes, nos partenaires du sud ont toujours eu le sentiment qu'il manquait quelque chose aux politiques de l'UE. « Alors on réessaie », a-t-il dit. « Si nous ne voulons pas répéter les mêmes erreurs, il faudra éviter de nous voiler la face ».

Tombinski, revenant sur ce qu'il avait dit plus tôt, a souligné l'importance qu'il y a à reconnaître les différences entre les pays. « Nous devons reconnaître que la Tunisie est différente de l'Égypte et l'Égypte de la Lybie, Bahreïn du Maroc et la Jordanie de la Syrie ». « Cela va de pair avec une approche globale de la région. Nous avons une Politique européenne de voisinage commune, un cadre commun, mais au sein de ce cadre, nous devons adapter notre politique aux besoins individuels de chaque pays ».

En ce qui concerne la Politique commune de sécurité et de défense de l'UE, Tombinski a dit que la présidence polonaise essayait de créer un groupe de pays intéressés pour lancer certaines initiatives. Des rencontres formelles auront lieu avec les ministres de la défense et des affaires étrangères, respectivement en juillet et septembre 2011. « Tous les gouvernements font des coupes dans les dépenses, y compris dans les dépenses militaires », a rapporté Tombinski. « Or, personne ne s'occupe des coupes dans les dépenses – et notamment dans les dépenses militaires – à l'échelle de l'UE. On se réveillera peut-être, dans trois ou cinq ans, avec encore beaucoup moins de moyens pour relever les défis. On devrait faire le contraire : être mieux coordonnés, même s'il faut faire des économies, mais les faire de façon plus concertée en cherchant une façon plus efficace d'effectuer les dépenses militaires, plutôt que de perdre son temps à s'efforcer de faire des coupes dans les budgets nationaux ».

En ce qui concerne le Conseil Affaires générales, Tombinski n'est pas tout à fait d'accord avec certains commentaires émis auparavant. « Je ne crois pas en la méthode artificielle qui consiste à confier la présidence du CAG à un Premier ministre », a affirmé Tombinski. « C'est la matière qui crée les acteurs. Ces derniers mois, deux conseils se sont tout d'un coup retrouvés être les acteurs principaux de toutes les négociations : ECOFIN et le Conseil Justice et affaires intérieures, en raison de la matière à gérer. Il y a deux ans, tous les regards étaient tournés vers les travaux du Conseil Énergie et environnement, à cause du « paquet climat ». [...] Le CAG aura dans les prochains mois à gérer le cadre financier pluriannuel, or le CAG est l'acteur principal dans la gestion de ce problème ».

DEUXIEME TABLE RONDE

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE L'EUROPE ET CE QUE CELA IMPLIQUE POUR LES POLITIQUES DE L'UE

Le deuxième panel était présidé par **Jesse Scott**, directeur du programme Énergie et climat à demosEUROPA. Le premier intervenant, **Pierre Delsaux**, directeur adjoint de la DG Marché intérieur et Services de la Commission européenne, remplaçait Jonathan Faull, absent pour cause de maladie.

Discours des intervenants

Pour Delsaux, la question de la croissance est fondamentale en Europe comme ailleurs. « Si les gens perdent leur emploi, cela ouvre la porte au populisme, au nationalisme, au protectionnisme ». « Une des leçons qu'il y a à tirer de la crise, c'est que nous vivons dans un ordre mondial. Si nous souhaitons maintenir notre bien-être en Europe, nous devons être compétitifs. [...] La seule façon de faire face à la compétition, c'est de travailler ensemble, de rassembler nos forces, de nous ouvrir davantage et d'être plus actifs sur la scène mondiale ».

Delsaux pense que l'UE doit agir sur trois plans : 1) les finances publiques et la consolidation fiscale, 2) l'indemnisation du secteur des services financiers et 3) l'adoption et l'application des douze mesures principales de l'Acte pour le marché unique. En commentaire à ces trois objectifs, Delsaux affirme qu'« innover est fondamental. Nous n'avons pas de ressources naturelles en Europe. Notre force est ce que nous sommes capables de faire avec notre esprit. Et, de ce point de vue, la question du brevet européen (un cauchemar pendant tant d'années) est la clef. Nous devons réduire le coût de nos brevets ».

Delsaux a affirmé également que les Petites et moyennes entreprises (PME) constituent la base de l'économie européenne. « La majorité des emplois résident dans les PME ». « Nous devons permettre aux PME de grandir. Nous devons trouver les moyens de financer les PME (comme aux Etats-Unis). Nous devons éviter l'impôt papier et simplifier le cadre réglementaire ». Enfin, en ce qui concerne l'Acte pour le Marché unique, Delsaux a noté qu'après avoir mis en œuvre les douze mesures, il restera encore beaucoup de travail à effectuer. « Les douze mesures ne sont qu'une première étape », a fait remarquer Delsaux. « Après, nous devons débarrasser l'Europe de tout obstacle et nous aurons besoin d'une plus grande intégration au niveau européen. Nous devons envisager ces obstacles non seulement d'un point de vue légal, mais aussi d'un point de vue économique. Nous menons actuellement des recherches en ce sens, mais nous aurons aussi besoin de l'aide des *think tanks* ».

Le deuxième intervenant était **Pervenche Berès**, présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales et rapporteur de la commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale au Parlement européen. Elle a commencé son allocution en affirmant : « Je ne pense pas que nous soyons face à une crise de l'euro ; ou, en tout cas, je ne pense pas qu'il s'agisse là du seul facteur qui détermine la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Je n'aime pas non plus discuter de la croissance européenne ». Pour Berès, la croissance n'est pas un but en soi. « Ce n'est pas durable », pense-t-elle. « Cette crise dépend d'une stratégie à long terme, durable aussi bien en termes environnemental, économique que social. Ne jamais oublier la dimension sociale, il est si facile de l'oublier ! ». Berès a ensuite discuté du concept de croissance en faisant des commentaires sur certaines propositions du rapport TGAE. Elle a notamment affirmé que « nous ne nous sortirons pas du borbier dans lequel nous nous trouvons si nous ne permettons pas l'inflation ; sinon, nous devons faire face à un fossé générationnel que nous ne pourrions pas combler ».

Le troisième intervenant était **Michael Clauß**, directeur général des Affaires européennes au ministère fédéral allemand des Affaires étrangères. Selon Clauß, la croissance économique viendra du développement des marchés intérieurs, des réformes structurelles et de la réduction des déficits et des dettes, plutôt que de l'usage potentiel du budget de l'UE. Clauß a ensuite répondu à la question « en quoi le budget de l'UE peut-il contribuer au développement de la croissance ? » en estimant que « le budget de l'UE ne peut pas grand chose ». « S'il faut conclure que nous n'aurons pas une grande marge de manœuvre, nous devons au moins voir s'il n'y a pas moyen de consacrer une partie du budget aux nouveaux défis, sans pour autant effectuer des coupes radicales dans la Politique Agricole Commune (PAC) et la politique de cohésion, mais en effectuant au moins un gel (un vrai gel) du budget, voire même un gel nominal, pour s'assurer que ces fonds aillent bien à des politiques innovantes », a-t-il dit. « Cela s'avèrera assez ambitieux et difficile. Chez nous, le lobby agricole n'est pas très enthousiaste à cette idée. Une autre idée serait d'utiliser le budget comme moyen de lever des fonds chez des tiers qui pourraient diminuer le co-financement de l'UE – ce qui s'avèrerait plus attrayant pour les anciens États membres. On pourrait aussi substituer davantage de prêts aux subventions, ce qui rapporterait plus d'argent privé que ce n'est le cas actuellement. Il faut réfléchir et discuter de tout cela dans la perspective du CFP ».

Pour Clauß, la situation budgétaire est due au fait qu'il y a peu d'espoir pour que le prochain cadre financier pluriannuel soit vraiment différent de l'actuel. « Dans le budget actuel de l'UE, 43 % des fonds vont à la PAC », dit-il. « Il s'agit de paiements de transfert sans effet de croissance. 35 % vont à la politique de cohésion, ce qui est particulièrement utile à la croissance économique des nouveaux États membres. Sinon, l'équilibre est mixte. Le financement de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et

de l'Irlande a été procyclique et a contribué à la formation des bulles. On constate, par ailleurs, qu'une telle politique n'a pas fonctionné pour la Grèce et qu'elle n'a eu aucun effet de croissance. Le budget restant (justice, affaires intérieures et actions extérieures) ne contribue pas vraiment à la croissance. Il ne nous reste donc que la rubrique 1A (à peu près 9 %) que nous consacrons à la concurrence, à l'emploi, à la recherche et au développement. On peut donc considérer que tout cela contribue bien à la croissance ».

Questions des *think tanks* et réponses des intervenants

Après ces présentations, **les chercheurs des *think tanks*** ont à nouveau posé quelques questions auxquelles ont répondu les intervenants. Les principaux thèmes abordés ont été la croissance, la dette publique, le cadre financier pluriannuel et la façon dont ces sujets s'interconnectent.

Delsaux a abordé le débat sur la croissance / consolidation fiscale. « Nous sommes tous d'accord pour dire que la croissance est fondamentale », a-t-il dit. « Mais comment y parvenir et que faire de cette croissance (c'est-à-dire qui va profiter d'une telle croissance et qui en sortira gagnant) ? Il est vrai que la croissance est une des réponses à la consolidation fiscale. Mais nous devons aussi soulever la question des finances publiques ; ainsi, la croissance pourra-t-elle servir à d'autres objectifs ». Selon Clauß, l'inflation n'est une réponse ni à la croissance, ni aux problèmes de dette publique. Pour lui, la solution se trouve ailleurs. « Nous devons accroître la concurrence, ce qui prendra du temps », affirme-t-il. « Mais ça nous permettra de réduire cette dette faramineuse accumulée par les États membres – et pas seulement la Grèce ; l'Allemagne, comme tous les États membres, a elle aussi un taux de dette élevé ».

Une solution possible pour la croissance économique, c'est l'investissement. Mais les intervenants avaient des avis partagés sur la question, notamment en ce qui concerne le CFP. Selon Delsaux, une des leçons à retenir de la crise est la nécessité d'un investissement à long terme. « Nous ne pouvons continuer à maintenir une vue à court terme, comme nous l'avons fait les années précédentes », a-t-il dit. « Nous avons besoin d'une vue à long terme. En ce qui concerne le budget – puisque nous savons que le budget ne sera guère utile dans le futur (ou du moins pas aussi utile qu'il n'a pu l'être) – la question est la suivante : comment pouvons-nous encore accomplir quoi que ce soit ? Nous avons besoin d'autres moyens pour trouver des solutions. Les euro-obligations sont une possibilité. Une autre option serait les marchés publics ». Pour Berès, il est d'une importance capitale d'effectuer un investissement à long terme ; mais pas si cela signifie trouver les fonds pour de tels investissements dans des emprunts étrangers. « Une chose m'inquiète : quand je pose la question de savoir qui va payer pour cette stratégie d'investissement à long terme dont nous avons besoin, certaines personnes me répondent : « Et bien utilisons l'épargne chinoise », ce qui revient à dire que nous nous retrouverions exactement dans la position des États-Unis, or ça ne me paraît pas être la bonne façon de faire », affirme Berès. « J'aimerais demander aux citoyens de l'UE de soutenir leur État et de soulever la question des obligations détenues par les citoyens de l'UE. Il s'agit là d'un sujet sérieux ». Mais Clauß a fait remarquer que les leaders européens seraient tellement occupés à sauver l'euro qu'ils n'auront pas le temps de négocier de nouvelles ressources propres à l'UE. « Il sera difficile de convaincre les politiciens de livrer un nouveau combat en introduisant des éléments novateurs dans le cadre financier pluriannuel, telle une taxe européenne ou de nouvelles ressources propres ou comme on voudra bien l'appeler », a dit Clauß. « Ce n'est pas uniquement vrai pour le gouvernement allemand. La plupart des États membres refusent d'y faire allusion dans la situation actuelle ».

Selon Clauß, les euro-obligations (*Eurobonds*) sont un sujet sensible en Allemagne. « Dans la politique allemande, les euro-obligations sont un sujet tabou, dont on ne discute pas même au parlement », a-t-il affirmé. « Quand la Commission a proposé l'idée d'un livret d'épargne européen (les *EU projects bonds*), les gens se sont demandé s'il s'agissait d'Eurobonds ou non. Maintenant que nous avons pu expliquer qu'il s'agissait de deux choses différentes, les gens sont plus détendus et nous essayons de voir si ce ne serait pas une idée à creuser pour augmenter le budget. En même temps, nous devons veiller à ce que cela n'engendre pas trop de risques additionnels pour le budget, ce qui signifie qu'on ne pourra sans doute en faire qu'un usage restreint quand ça viendra. Nous devons aussi veiller à ce que cela ne mette pas les compagnies privées en faillite ».

Clauß a fait remarquer que des problèmes similaires étaient liés à l'intervention des États. « Dans le domaine des infrastructures énergétiques et de la télécommunication, les États ont différentes traditions », a-t-il souligné. « En Allemagne, ces domaines sont généralement détenus par des entreprises privées. Dans le domaine de l'énergie et des télécommunications, en particulier, nous avons ces géants, tels que E.ON et Telecom qui s'en chargent et le gouvernement n'aura pas à intervenir. Je sais que ça se passe autrement dans certains États membres et nous devons voir s'il est clair qu'il n'y aura pas de financement privé. Si ce n'est pas possible, alors nous devons demander à l'UE d'intervenir et d'aider, en particulier, les nouveaux États membres et les pays de la mer Baltique ».

Dans l'ensemble, les intervenants semblaient d'accord pour dire qu'il ne fallait pas réduire le budget de la politique de cohésion. « La politique de cohésion est nécessaire et il est clair que nous ne pouvons couper dans son financement, surtout pour les États membres qui sont déjà dans une situation désespérée, comme la Grèce et le Portugal », a affirmé Clauß. Pour Berès, l'UE doit surmonter le « Je veux qu'on me rende mon argent » de Margaret Thatcher. « La plupart des gens auront cela à l'esprit quand nous nous engagerons dans les discussions sur le CFP », affirme Berès. « En ce qui concerne la politique de cohésion, comment pouvons-nous affirmer que nous n'en avons plus besoin au sein de l'UE ? La politique de cohésion n'a pas permis de rattrapage, comme elle l'aurait dû. Mais en plus de cela, nous avons observé une divergence croissante entre les pays partageant la même devise au sein de l'UE. Nous savions cela avant août 2007. Déjà en 2005 et en 2006, des experts nous avaient avertis de divergences sur la zone euro. Nous devons donc faire quelque chose à ce sujet. La politique de cohésion fait partie de la solution, mais la vraie question est de savoir de quel type de politique de cohésion il s'agira ».

OBSERVATIONS FINALES PAR LE CENTRE CHYPRIOTE POUR LES AFFAIRES EUROPEENNES ET INTERNATIONALES ET L'INSTITUT DANOIS D'ETUDES INTERNATIONALES

L'événement, qui avait été organisé pour présenter la troisième édition du rapport TGAE, s'est achevé sur le discours de deux représentants du comité éditorial du rapport.

Andreas Theophanous, directeur du Centre chypriote pour les affaires européennes et internationales (CCEIA), a rappelé que, dans l'histoire de l'UE, des avancées majeures ont souvent été effectuées en temps de crise. « La création de l'euro est un acte irréversible », a dit Theophanous. « Alors comment aller de l'avant ? L'UE doit agir sur trois fronts : la réforme structurelle, la réforme institutionnelle et la consolidation fiscale. La solidarité, tout comme la nécessité d'augmenter les

dépenses de l'UE, est aussi une caractéristique typique d'une véritable union fiscale. La situation appelle un *leadership*, celui du Trio ».

Fabrizio Tassinari, chef de l'unité de recherche en politique étrangère et études européennes à l'Institut danois d'études internationales (DIIS), a conclu sur l'objectif initial de la conférence : le Trio. « Le travail du Trio s'effectue dans l'esprit de l'UE », a affirmé Tassinari. « Le caractère imparfait de ce que nous accomplissons dans l'UE doit être considéré comme une force. Nous devons à la fois « penser et agir européen » avant de devenir acteur mondial. [...] Le monde change, mais nous pouvons prétendre à une petite part du gâteau. Le Danemark, comme médiateur, emboîtera le pas à l'enthousiasme des deux autres présidences ».

PROGRAMME



Think Global – Act European

The Contribution of 16 European Think Tanks to the Polish, Danish, and Cypriot Trio Presidency of the European Union

Directed by **Elvire Fabry**, Notre Europe

15 June 2011

Egmont II – Place du Petit Sablon 8 bis, 1000 Brussels

FROM 8.30 AM

Registration

9.00 – 9.10 AM

Welcome speech

Mr Antonio Vitorino President Notre Europe

9.10 – 9.20 AM

Key recommendations of the report

Mrs Elvire Fabry Senior Research Fellow, Notre Europe

9.20 – 11.00 AM

Panel 1

Lisbon Treaty rules in a time of crisis: stress tests for European governance. The vision of the rotating presidencies.

Moderator: **Mr Philippe de Schoutheete** Member of the Board of Directors, Egmont

Mr Jan Tombiński Permanent Representative of Poland to the EU

Mr Claus Grube Permanent Secretary of State at the Danish Ministry of Foreign Affairs

Mr Nicholas Emiliou Permanent Secretary, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Cyprus

Mr Pierre Vimont Executive Secretary General, EEAS

Questions from the think tanks' experts

11.00 - 11.25 AM

Coffee break

11.25 – 1.10 PM

Panel 2

Prospects for European growth and implications for the EU policies

Moderator: **Mrs Jesse Scott** Director for Energy and Climate, demosEUROPA

Mrs Pervenche Berès Chair of the Committee on Employment and Social Affairs, Rapporteur of the Special Committee on the Financial, Economic and Social Crisis, European Parliament

Mr Michael Clauß Director General for European Affairs, German Federal Foreign Office

Mr Jonathan Faull Director General, Internal Market and Services, European Commission

Questions from the think tanks' experts

1.10 – 1.30 PM

Concluding remarks

Mr Andreas Theophanous Director, Cyprus Center for European and International Affairs

Mr Fabrizio Tassinari Head of Research Unit, Foreign Policy and EU studies, Danish Institute for International Studies

www.notre-europe.eu/en/tgae



La contribution de 16 think tanks européens
au Trio des présidences polonaise, danoise et chypriote
de l'Union européenne

12
RECOMMANDATIONS
CLÉS ADRESSÉES
AU TRIO DES
PRÉSIDENCES PDC

Certaines recommandations présentées ci-dessous dépassent les compétences des présidences tournantes telles que définies par le Traité de Lisbonne. À travers leur rôle de coordinateur, les gouvernements polonais, danois et chypriote peuvent néanmoins jouer un rôle clé en soutenant ces propositions.

L'ACHÈVEMENT DU MARCHÉ UNIQUE

1 L'adoption de la nouvelle législation relative au marché unique doit rester une des priorités des 27, qui devraient revenir à la méthode des paquets législatifs préconisée par Mario Monti, qui ne figure pas dans l'Acte pour le marché unique, afin de faciliter les compromis et d'éviter de nouveaux arbitrages « à la carte », susceptibles de paralyser tout projet ambitieux.

2 Une attention spécifique doit être accordée à la fiabilité du nouveau système européen de surveillance financière, en particulier dans le domaine de la régulation bancaire. Les futurs tests de résistance doivent être plus rigoureux et plus transparents, pour donner une base solide à la nécessaire recapitalisation et restructuration des établissements bancaires de certains États membres.

AU-DELÀ DES RÉFORMES ACTUELLES DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

3 À court terme, la croissance économique devrait être faible dans certains États membres, en particulier ceux de la périphérie de la zone euro. Compte tenu des contraintes actuelles des politiques budgétaires nationales, l'UE doit veiller à stimuler la croissance, en investissant dans les secteurs clés tels que la R&D, les infrastructures ou encore l'énergie. Les instruments financiers innovants tels que les emprunts obligataires européens – évoqués dans la révision budgétaire – doivent bénéficier d'un large soutien politique.

4 Le mécanisme européen de stabilité (MES) ne sera vraisemblablement pas en mesure de permettre une « mise en faillite ordonnée » des États membres qui se montreraient insolubles et auraient besoin de procéder à une restructuration de leur dette. Pour faciliter cette dernière et la rendre plus prévisible à l'avenir, les États membres doivent aller au-delà du cadre actuel et créer la base juridique d'un mécanisme formel permettant à la majorité des créiteurs (privés et publics) et au débiteur de trouver un accord de manière ordonnée et souple.

5 Les réformes actuelles et futures de la gouvernance économique européenne nécessitent d'obtenir un large soutien du grand public. Par conséquent, les acteurs nationaux doivent anticiper le ressentiment de la population et expliquer clairement à leurs électeurs que la solidarité budgétaire sert leurs intérêts économiques et politiques à long terme.

LA RÉFORME BUDGÉTAIRE

6 Si l'UE entend relever des défis tels que la relance/croissance économique, la transition vers une économie à faible émission de carbone et le renforcement de la cohésion au sein de l'UE – autant d'objectifs qui nécessitent d'importants investissements – elle doit se donner les moyens de ses ambitions. À cet égard, le cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020 doit jouer un rôle prépondérant :

- D'une part, les négociations relatives au CFP doivent être axées sur les gains d'efficacité, qui pourraient être réalisés en favorisant une meilleure coordination des dépenses nationales et communautaires (notamment dans les services diplomatiques, la défense ou la recherche) et en améliorant la réactivité des dépenses communautaires aux fluctuations économiques.
- D'autre part, de nouvelles ressources propres de l'UE, alimentées par le biais d'une TVA européenne ou d'une taxe européenne sur l'énergie ou les émissions de carbone, contribueraient à augmenter le volume global du budget avec des sources de revenu indépendantes. Une telle initiative marquerait un premier pas vers une diversification du financement communautaire et doit donc être envisagée sérieusement.

7 Pour éviter l'impasse des négociations relatives au financement de la politique Agricole commune (PAC), une option pourrait consister à cofinancer le premier pilier de la PAC tout en assurant simultanément une réforme approfondie de la politique, fondée notamment sur une évaluation du niveau approprié de dépenses qui serait menée en concertation avec les États et les régions.

8 L'intégration économique de l'Union européenne (UE) risque de se faire à deux vitesses. Pour stimuler la compétitivité des États membres les moins avancés, la politique européenne de cohésion doit évoluer et devenir la principale politique de développement et d'investissement de l'Union, dotée des financements nécessaires dans le prochain CFP.

L'UE, UN ACTEUR MONDIAL

9 L'Union européenne a un rôle spécifique à jouer dans les processus de transition de ses voisins. L'UE doit compenser la lenteur de sa réaction aux demandes pro démocratiques des pays du Sud de la Méditerranée en s'engageant désormais plus fermement en faveur des transitions démocratiques. Parallèlement, l'UE ne doit pas négliger sa politique à l'égard de ses voisins de l'Est et doit par conséquent montrer sa volonté de conclure des accords d'association ambitieux avec ces pays, en prenant des engagements forts en faveur de l'ouverture des marchés et de l'alignement des réglementations.

10 L'UE doit consolider sa politique en matière d'asile, de migration et de contrôle aux frontières. Schengen, qui reste l'une des principales réalisations de l'UE, ne doit pas être démantelé. Cependant il faut se pencher sur les règles en vigueur en matière d'asile. Le principe actuel du « premier pays sûr » pourrait être remplacé par un système de quotas par lequel les pays accepteraient un certain nombre de demandeurs d'asile, proportionnellement à la taille de leur population, aux infrastructures disponibles et aux contraintes budgétaires. Les pays qui n'atteignent pas leurs quotas d'asile devraient accepter d'accueillir certains réfugiés de bonne foi en provenance des États membres qui ne sont pas en mesure de faire face à la demande d'asile. Concernant la migration économique, la question ne doit pas être envisagée sous l'angle de la sécurité, mais bien comme une contribution aux objectifs de croissance durable.

11 La coordination des politiques internes et externes de l'UE contribuerait à éviter les conflits entre les diverses stratégies mises en place. L'UE doit avancer des propositions de politiques intégrées en établissant des ponts entre la politique étrangère et d'autres domaines, tels que l'immigration, l'énergie, le changement climatique, la sécurité, le développement ou encore le commerce. Notamment, pour développer et consolider les relations extérieures de l'Union dans le domaine énergétique, de nombreux instruments de politique étrangère peuvent être utilisés de manière plus cohérente.

12 Pour développer des partenariats stratégiques avec les principales puissantes émergentes et donner plus de poids à l'UE dans les négociations internationales, les dirigeants européens doivent, pour chaque partenariat, dresser une hiérarchie claire des intérêts de l'Union et dépasser les réflexes bilatéraux des États membres qui privilégient les bénéfices nationaux de court terme au détriment des bénéfices européens de plus long terme.

Filippa Chatzistavrou ELIAMEP, **Janis A. Emmanouilidis** EPC,
Elvire Fabry Notre Europe, **Piotr Maciej Kaczyński** CEPS,
Jacques Keller-Noëllet Egmont, **Thomas Klau** ECFR, **David Král** Europeum,
Ignacio Molina Real Instituto Elcano, **Clara Marina O'Donnell** CER,
Daniela Schwarzer SWP, **Paweł Świeboda** demosEUROPA,
Fabrizio Tassinari DIIS, **Andreas Theophanous** CCEIA, **András Vértés** GKI